

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

De la consultation à l'extraction de parties substantielles de bases de données

Dusollier, Séverine

Published in:

Intellectuele rechten : Droits intellectuels

Publication date:

2009

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Dusollier, S 2009, 'De la consultation à l'extraction de parties substantielles de bases de données', *Intellectuele rechten : Droits intellectuels*, Numéro 2, p. 225-230.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

De la consultation à l'extraction de parties substantielles de bases de données

En 2004, la Cour de Justice des Communautés européennes avait précisé, à l'occasion de quatre décisions rendues le même jour, l'étendue de la protection des bases de données par le droit *sui generis*². Ces décisions avaient rassuré la doctrine encore hostile à ce nouveau droit, en paraissant limiter raisonnablement les critères d'admission à la protection, la réduisant aux seuls investissements substantiels consacrés à la collecte et au rassemblement des données.

Les juges de Luxembourg se sont à nouveau penchés sur les contours de la protection spécifique des bases de données, s'attachant cette fois aux critères de l'extraction non autorisée, fondant l'atteinte au droit *sui generis*. Dans les deux arrêts rendus à quelques mois d'intervalles et publiés ci-avant³, les précisions apportées à la notion d'extraction, si elles clarifient quelques incertitudes, n'en sont pas moins porteuses d'une extension de la protection et rappellent les craintes d'un monopole direct sur l'information, exprimées lors de l'introduction en droit européen de la protection *sui generis* des bases de données.

Les faits des deux décisions

Le premier des deux arrêts, tous deux rendus sur questions préjudicielles, concernait une base de données consistant en un recueil des poèmes allemands les plus importants du 18^{ème} au 20^{ème} siècle. Ce recueil reposait sur une liste de 1100 poèmes, publiée sur Internet et réalisée par un professeur de l'université de Freiburg, un certain Mr Knoop, au terme de plus de deux ans de travail. La société Directmedia distribue un CD-ROM intitulé *Les 1000 poèmes qu'il faut avoir*. Elle avait reconnu s'être inspirée de la liste du professeur – tout en la soumettant à un examen critique –, une partie importante des poèmes sélectionnés par Mr Knoop se retrouvant d'ailleurs dans ce CD-ROM. Seuls les titres de poèmes auraient été repris par Directmedia, le texte lui-même de chaque œuvre provenant du propre matériel de l'éditeur.

L'université de Freiburg qui avait supporté les coûts (environ 35 000 euros) de la réalisation de la liste de poèmes a poursuivi Directmedia devant les juridictions allemandes pour atteinte à son droit *sui generis*. Au terme d'une procédure judiciaire nationale, la *Bundesgerichts-*

hof pose une série de questions préjudicielles à la Cour de européenne sur l'interprétation de la notion d'extraction.

La seconde affaire portait sur une base de données juridique électronique. Deux sociétés développent de telles bases de données en Bulgarie. La société Apis développe une base de données sur les textes normatifs et les décisions de jurisprudence, qu'elle commercialise sous forme de modules séparés. Elle considère qu'un de ses concurrents, la société Lakorda, a illégalement extrait des parties substantielles de cette base de données (près de 20000 documents selon Apis) pour nourrir et compléter son propre système d'information juridique. Les actes d'extraction et de réutilisation porteraient également sur des données liées à ces documents, telles que des renvois entre ceux-ci, ou des définitions légales de certaines notions, ce qui découlerait de la présence dans le produit de Lakorda de caractéristiques identiques, telles que des notes rédactionnelles, des renvois à des traductions en langue anglaise, des commandes, des champs, des hyperliens et des indications sur l'historique des actes législatifs. Lakorda conteste ces accusations en prétendant avoir développé sa propre base de données de manière autonome sur base de documents officiels librement accessibles au public.

Le tribunal de Sofia, saisi du litige, pose six questions préjudicielles à la Cour de Justice, une partie portant sur la notion d'extraction, l'autre sur la notion de parties substantielles de la base de données.

Les deux arrêts prononcés par la Cour, le premier en octobre 2008, le second en mars 2009, se rejoignent sur l'interprétation qu'il s'agirait de donner à la notion d'extraction. Ils apportent en outre des précisions sur les modalités de preuve d'une extraction non autorisée, sur la notion de partie substantielle, notamment lorsque la base de données est composée de documents publics, ainsi que sur le lien entre la protection par le droit *sui generis* et le principe de libre accès à l'information et le droit de la concurrence.

La notion d'extraction

Dans l'affaire *Directmedia*, la question principale visait à déterminer si la notion d'extraction devait faire l'objet

² C.J.C.E., 9 novembre 2004, *Fixtures Marketing Ltd. c. Organismos prognostikon agonon podosfairou AE*, affaire C-444/02 ; *Fixtures Marketing Ltd. c. Svenska Spel AB*, affaire C-339-02 ; *Fixtures Marketing Ltd. c. Oy Veikkaus AB*, affaire C-46-02 ; C.J.C.E., 9 novembre 2004, *The British Horseracing Board Ltd e.a. c. William Hill Organization Ltd*, affaire C-203/02.

³ C.J.C.E., 9 octobre 2008, *Directmedia Publishing GmbH c. Albert-Ludwigs-Universität Freiburg*, affaire C-304/07 (ci-après *Directmedia*) ; C.J.C.E., 5 mars 2009, *Apis-Hristovich EOOD c. Lakorda AD*, affaire C-545/07 (ci-après *Apis*).

d'une interprétation stricte se limitant aux actes de transfert physique des données d'un support à un autre, ou si la seule utilisation d'une base de données à des fins de consultation et d'information pouvait être qualifiée d'extraction couverte par le droit *sui generis*. Fut donc posée à la Cour la question préjudicielle suivante : « Le fait de reprendre des données d'une base de données protégée dans une autre base de données peut-il également constituer une extraction au sens de l'article 7, paragraphe 2, sous a), de la directive lorsque cette reprise se fait sur la base de consultations de la base de données et après appréciation individuelle, ou une extraction au sens de ladite disposition suppose-t-elle un processus de copiage (physique) d'un ensemble de données? ». L'éditeur du CD-ROM litigieux s'était en effet contenté de consulter la liste de poèmes établie par le professeur sans procéder à une copie matérielle des éléments de cette liste, mais en s'en inspirant pour établir sa propre liste.

La Cour commence par rappeler la définition de l'extraction dans la directive de 1996, soit « le transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie substantielle du contenu d'une base de données sur un autre support par quelque moyen ou sous quelque forme que ce soit ». Elle considère qu'il faut donner un sens large à cette notion, qui « doit être comprise comme visant tout acte non autorisé d'appropriation de tout ou partie du contenu d'une base de données »⁴, quelles que soient la nature ou la forme de l'opération de « copie » des données. Ce qui importe, selon la Cour, est qu'un transfert de données ait lieu, soit qu'une partie de la base de données se retrouve sur un autre support que celui d'origine, que ce transfert s'appuie ou non sur un procédé technique de copie⁵, ou qu'elle aboutisse ou non sur une adaptation de la base de données initiale, qui omettrait par exemple ou ajouterait certaines données⁶. Le fait que l'auteur de l'appropriation des données les soumette à une appréciation critique, s'abstenant d'un simple « copier/coller », n'empêche pas davantage qu'on conclue à une opération d'extraction pour laquelle l'autorisation du titulaire du droit *sui generis* serait nécessaire.

Dans la deuxième affaire, ayant donné lieu à l'arrêt du 5 mars 2009, la Cour rappelle cette exigence d'une interprétation large et téléologique de la notion d'extraction. Elle y ajoute des précisions sur la distinction entre extrac-

tion permanente et extraction temporaire, qui doit être fondée sur le critère de durée. Il y a, selon la Cour, extraction permanente, « lorsque lesdits éléments se trouvent fixés de manière durable sur un autre support que le support d'origine, tandis qu'il y a transfert temporaire lorsque ces éléments sont stockés pour une durée limitée sur un autre support, par exemple dans la mémoire opérationnelle d'un ordinateur »⁷. Où l'on retrouve donc la notion parallèle, en droit d'auteur, de copie provisoire lorsque l'œuvre est reproduite, même fugitivement, sur la mémoire vive de l'ordinateur. Nous verrons plus loin que cette confirmation n'est pas sans incidence sur l'inclusion d'une simple consultation de la base de données dans le champ du droit exclusif.

La Cour précise également que le moment de l'existence d'une extraction à partir d'une base de données électronique consiste en la « fixation des éléments visés par l'extraction sur un autre support que celui de la base de données d'origine, indépendamment du point de savoir si cette fixation présente un caractère permanent ou temporaire »⁸. Si l'acte d'extraction reproché réside dans la copie des données dans la mémoire vive de l'ordinateur, c'est au moment de cette copie, donc de la consultation de la base de données, qu'il faudrait se placer pour en apprécier l'illégalité, par exemple en raison du caractère substantiel des données alors extraites. Cette précision semble cependant assez accessoire.

Plus importante est l'affirmation, reprise dans les deux décisions, que le droit *sui generis* doit pouvoir protéger l'investissement réalisé par le fabricant de la base de données, quelle que soit la destination des actes d'extraction ou de réutilisation des données, étant indifférent que ces actes aboutissent ou non à la constitution d'une base de données concurrente. Est ainsi confirmé le rattachement du droit *sui generis* à un logique de droit de propriété intellectuelle et d'exclusivité, ne devant démontrer aucun préjudice commercial particulier, à l'inverse de la justification parfois avancée de droit de concurrence déloyale, comme base de protection. Dans la décision *Apis*, la Cour précise néanmoins que la constitution d'une base de données concurrente, facilitée par les actes d'extraction et de réutilisation non autorisés, pourra être utile pour évaluer l'ampleur du dommage dont le fabricant de la première base de données demande réparation⁹.

⁴ *Directmedia*, § 34.

⁵ *Ibidem*, § 36-37.

⁶ *Ibidem*, § 39.

⁷ *Apis*, § 44.

⁸ *Apis*, § 45 (la question du moment de l'extraction était déterminante, selon le juge national, pour apprécier l'atteinte au droit *sui generis* portant sur une base de données constamment évolutive).

⁹ *Apis*, § 46.

L'inspiration intellectuelle et la consultation comme actes d'extraction

La notion d'extraction qui semblait reposer sur une certaine matérialité dans les arrêts de 2004, peut désormais être simplement intellectuelle, étant liée au concept, assez flou il faut le reconnaître, d'« appropriation ». Il faut admettre le principe de neutralité technologique auquel se rattache la Cour : il ne serait pas approprié que l'étendue de la protection des fabricants de bases de données, et partant de leurs investissements, dépende de la technique de copie des données protégées. Mais admettre que la simple consultation de la base de données, une « captation purement intellectuelle du contenu de la base »¹⁰, afin de s'inspirer de la sélection des données entreprise par son fabricant, soit un acte devant obtenir l'autorisation de ce dernier, nous paraît pour le moins excessif.

Bien entendu, dans le cas soumis à la cour, le développeur du CD-ROM a admis s'être basé sur la première base de données et y avoir trouvé les données nécessaires à son propre projet, sans pour autant les copier matériellement. Mais la formulation reprise par la Cour, équivalant tout acte d'« appropriation » à une extraction, dépasse les cas d'extraction reposant sur un tel aveu. Consulter les anthologies existantes n'est-il pas un préalable utile et justifié pour développer sa propre collection de textes littéraires, les classements et appréciations déjà effectués par les spécialistes de la matière pouvant objectiver le choix des éléments devant forcément apparaître dans un tel recueil? En outre, il est évident qu'une collection prétendant rassembler les poèmes faisant nécessairement partie du *best of* d'une époque précise ne pourra que ressembler à d'autres anthologies poursuivant un objectif similaire et contenir en partie les mêmes données. Étendre le droit d'extraction à la consultation et à la reprise intellectuelle de ces données aboutit en quelque sorte à octroyer une réservation sur les données elles-mêmes au premier qui les a rassemblées en un ensemble, au détriment de l'accès à l'information et de la constitution de listes semblables par des tiers ou des concurrents.

On pourra nous rétorquer que ce ne sont pas tant les données elles-mêmes qui font l'objet de la protection par le droit *sui generis*, mais l'ensemble substantiel qu'elles peuvent constituer. Dans le cas du recueil de poèmes toutefois, le rassemblement des données, formant une partie substantielle soumise à la protection n'est pas arbitraire mais découle de critères de fréquence de citation des poèmes, de la réputation de leurs auteurs, de leur importance littéraire ou historique. Si le choix des meilleurs poèmes du 19^{ème} siècle peut laisser la place à une certaine subjectivité, la majorité de la sélection sera généralement dictée

par ces considérations plus objectives. Il pourrait en être en même pour d'autres bases de données constituées d'éléments devant objectivement y apparaître pour satisfaire à l'exigence d'exhaustivité ou de qualité scientifique d'un projet particulier. Pour de telles bases de données, l'arrêt d'octobre 2008 laisse subsister un certain malaise et penche pour une protection fort élargie de la base de données.

Les éléments factuels du deuxième arrêt suscitent moins de réserve, notamment parce qu'une appropriation d'une partie substantielle d'une telle base de données, nécessitera forcément une copie matérielle des textes législatifs et jurisprudentiels rassemblés par le premier fabricant et ne pourra pas se satisfaire d'une simple reprise intellectuelle. Cependant, le caractère officiel des éléments ici protégés par le biais du droit *sui generis* est susceptible de poser d'autres questions en terme d'accès à l'information publique que nous envisagerons plus loin.

Les modalités de preuve d'une extraction

La position de principe de la Cour sur la reprise intellectuelle d'une partie substantielle d'une base de données protégée pourra permettre de condamner l'éditeur du CD-ROM de poèmes qui a avoué avoir procédé à une telle consultation de la liste de poèmes. A défaut d'un tel aveu, il restera à prouver que la partie substantielle a bel et bien été copiée de la première collection de données et que la similarité que la base de données concurrente présente avec celle-ci n'est pas le fruit d'une réalisation autonome et d'une sélection dépendant forcément des mêmes critères.

Lorsque l'extraction repose sur une copie matérielle des données, la preuve est souvent apportée par l'existence d'erreurs volontairement insérées dans la base de données initiale qu'on retrouve dans la copie. Comment prouver en revanche une reprise intellectuelle, qui corrigera éventuellement ces erreurs (matérielles ou formelles)? Cette difficulté de prouver une inspiration intellectuelle entre les deux bases de données portant sur le même objet pourrait dans bien des cas dissiper les craintes que nous venons de soulever quant à cette notion élargie d'extraction.

Toutefois, la Cour, dans les deux décisions commentées, admet une série d'indices permettant d'aider à la preuve d'une extraction illégitime. Dans la décision *Directmedia*, en dépit de l'aveu du défendeur, les juges européens, en admettant la seule reprise intellectuelle, n'aboutissent-ils pas à un renversement de la charge de la preuve au profit du fabricant de la base de données? Ne

¹⁰ V.-L. BENABOU, « Chronique de jurisprudence », *Propriétés Intellectuelles*, Janvier 2009, p. 77.

lui suffirait-il pas de démontrer l'identité entre les données des deux bases concurrentes pour présumer une extraction, même intellectuelle, d'une partie substantielle de sa base ? L'auteur de la deuxième collection devrait dans ce cas démontrer qu'il l'a développée de manière autonome, ce qui lui attribue le fardeau de la preuve.

Dans la décision *Apis*, la Cour admet que la présence d'éléments matériels identiques entre les deux bases de données, tels que les renvois entre les textes, les définitions de termes légaux, les champs et autres métadonnées, constitue un indice d'une extraction non autorisée, sauf si elle se justifie par la présence de ces éléments dans les sources communes ayant servi à la réalisation des deux bases¹¹. De même, la présence, dans la base de données présumée être une contrefaçon, d'éléments non accessibles au public, telles que des décisions de jurisprudence inédites, est un autre indice admissible, à moins que le défendeur ne prouve avoir collecté ces éléments auprès des mêmes sources¹². Ici aussi, et de manière plus flagrante que dans l'arrêt précédent, cette admission d'indices d'extraction a pour effet de renverser la charge de la preuve en faveur du premier fabricant d'une base de données, particulièrement lorsque celle-ci regroupe des données publiques.

La conjugaison de ces modalités de preuves et de la notion d'extraction intellectuelle ou de consultation, crée une situation particulièrement favorable au fabricant de la première base de données dans un domaine particulier. Celui-ci pourra en effet invoquer l'identité d'une partie importante des données entre sa base de données et celle d'un concurrent, même si cette identité se justifie par la présence nécessaire, pour des raisons scientifiques ou exhaustives, de ces données dans ce type de collection, ce qui suffira à présumer une extraction illicite, la preuve négative, ardue par définition, reposant sur le concurrent. Incidemment, la protection du droit *sui generis* s'en trouve significativement renforcée.

Accès à l'information et droit de la concurrence

Cet avantage indu ainsi conféré au premier arrivant sur un marché donné n'est pas sans poser des problèmes en droit de la concurrence ainsi qu'en matière d'accès à l'information. La société *Directmedia* n'a pas manqué d'adresser ces reproches à la Cour de Justice, en invo-

quant le fait qu'une interprétation trop large du droit d'extraction pourrait d'une part, empêcher la simple consultation des bases de données existantes sur un sujet donné et donc l'accès à l'information, et d'autre part, constituer des sources d'abus de position dominante.

Sur le plan de l'accès à l'information, le fait que la simple reprise intellectuelle d'éléments de la base de données puisse équivaloir à un acte d'extraction obère en partie l'utilisation de telles sources de données comme matériau informatif. La Cour a beau réserver la simple consultation de la base de données, qui resterait libre par principe¹³, les deux conditions qu'elle y apporte réduisent cette liberté. Rien n'empêche en effet que l'accès à la base soit soumis à rémunération, ce qui conditionne déjà la consultation même des données. D'autre part, si la visualisation sur un écran nécessite le transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie substantielle de la base de données sur un autre support, la Cour de Justice rappelle, dans les deux arrêts, que cette visualisation portera atteinte au droit d'extraction. Or, la consultation électronique d'une base de données requiert normalement une copie provisoire de cette base sur le lecteur ou la mémoire vive de celle-ci. C'est bien ce qui justifie que le titulaire d'un droit *sui generis* puisse contrôler l'accès à sa base de données, tant contractuellement que par son droit exclusif. La figure de l'utilisateur légitime qui, dans la directive sur la base de données, détermine le seul bénéficiaire des exceptions aux droits exclusifs du fabricant de la base, renforce cette première emprise sur l'accès à la base de données, en permettant de conditionner les actes subséquents à cet accès, en ce compris les actes de pure consultation, à une réservation contractuelle¹⁴.

En outre, comment faire le départ entre pure consultation et extraction intellectuelle des données ?

En conséquence, le principe même de la liberté de consultation d'une base de données en ressort fort limitée... Le risque d'une limitation de l'accès à l'information se posera particulièrement pour les bases de données qui constituent une source unique d'information¹⁵. Reprenons l'exemple des poèmes du 18^{ème} et 19^{ème} siècles. De multiples sources, anthologies, recueils ou ouvrages scientifiques, peuvent fournir le matériau de recherche nécessaire pour établir une collection des meilleurs poèmes de cette époque, même si des exigences méthodolo-

¹¹ *Apis*, § 53.

¹² *Ibidem*, § 52.

¹³ *Directmedia*, § 51.

¹⁴ Voir sur cette question, S. DUSOLLIER, « L'utilisation légitime de l'œuvre : un nouveau sésame pour le bénéfice des exceptions en droit d'auteur ? », *Communications – Commerce Electronique*, Novembre 2005, p. 17-20.

¹⁵ Voir sur ce point, E. DERCLAYE, *The legal protection of databases : a comparative analysis*, Edward Elgar Publishing, 2008.

riques imposent probablement de « consulter » les classements déjà effectués.

Imaginons en revanche une liste d'objets archéologiques trouvés lors de fouilles, liste qui constituerait par hypothèse une base de données protégeable par un droit *sui generis* et qui serait la seule source d'informations sur ces objets antiques. Si la simple consultation et reprise intellectuelle de données se trouvant sur cette liste, constitue une extraction non autorisée, comment pourrait-on développer d'autres bases de données ou autres produits informationnels, scientifiques ou à but commercial, représentant ces données ? On voit là les limites d'une approche large de la notion d'extraction.

Certes, le droit de la concurrence pourrait constituer une réponse appropriée aux éventuels refus de licences opposés par le fabricant d'une base de données constituant une source unique d'informations. Dans la décision *Directmedia*, la Cour se saisit de cette question et établit une sorte de ligne de partage entre droit *sui generis* et abus de position dominante. Elle précise que, la possibilité de survenance de tels abus étant mentionnée par la directive qui renvoie aux instruments pertinents du droit de la concurrence pour les sanctionner, il n'y a pas lieu d'interpréter la notion d'extraction en prenant garde aux éventuelles conséquences en termes de monopole anticoncurrentiel et de priver ainsi le fabricant de bases de données de la protection qui lui est due¹⁶. Cela revient en définitive à immuniser le droit intellectuel de toute considération basée sur le droit de la concurrence, en tout cas dans sa construction interne, et d'envisager le recours aux articles 81 et 82 du Traité comme des instruments externes et n'intervenant qu'*a posteriori*. Le droit de la concurrence envisagé en quelque sorte comme le recours correctif de la propriété intellectuelle, mais ne pouvant être pris en compte dans l'élaboration même du régime des droits intellectuels. Ce contrôle *ex post* est généralement reconnu par la doctrine¹⁷ et s'accorde avec la construction même du droit de la concurrence. Mais cela n'empêche que la logique d'une libre concurrence irrigue la propriété intellectuelle elle-même et devrait dicter au législateur les limites raisonnables des réservations dérogatoires à la liberté de copie qu'il confère sous la forme de droits exclusifs.

La notion de partie substantielle

Un dernier point apparaît dans la décision *Apis* et répond à trois questions préjudicielles posées par le tribunal bulgare sur la manière d'apprécier la notion de partie substantielle sur laquelle doit porter l'extraction pour être considérée comme illicite.

Une première question envisageait le cas où la base de données était composée de différents modules éventuellement commercialisés séparément. Il s'agissait en l'espèce d'un module législatif et d'un module de jurisprudence. La Cour y répond, en toute logique, que dans l'hypothèse « où un ensemble d'éléments est constitué de plusieurs «sous-groupes» séparés, il convient, aux fins d'apprécier si une extraction et/ou une réutilisation prétendument opérées à partir de l'un de ces sous-groupes ont porté sur une partie substantielle, évaluée de façon quantitative, du contenu d'une base de données, de déterminer au préalable si ce sous-groupe constitue lui-même une base de données, au sens de la directive 96/9. Dans l'affirmative, le volume des éléments prétendument extraits et/ou réutilisés du sous-groupe concerné doit alors être comparé à celui du contenu total de ce seul sous-groupe »¹⁸.

Plus intéressante est l'incidence de la présence d'actes officiels, accessibles au public ou non, sur l'appréciation de la notion de « partie substantielle d'une base de données ».

D'une part, lorsque ces données ne sont pas facilement accessibles au public, en l'occurrence s'agissant de décisions inédites des cours et tribunaux, leur obtention par le fabricant auprès de sources non accessibles au public « peut, en fonction de l'importance des moyens humains, techniques et/ou financiers déployés par celui-ci pour collecter les éléments en cause auprès de telles sources, avoir une incidence sur l'appréciation de l'existence d'un investissement substantiel lié à l'«obtention» de ces éléments (...), et, partant, influencer sur la qualification de ceux-ci en tant que partie substantielle, d'un point de vue qualitatif, du contenu de la base de données concernée »¹⁹. Cela semble aller de soi.

En ce qui concerne les actes officiels librement accessibles, tels les actes législatifs et réglementaires normalement publiés par l'Etat, ce caractère public et l'absence de leur protection par un droit d'auteur ne peuvent influencer sur

¹⁶ *Directmedia*, § 55-58.

¹⁷ Voir par exemple, H. ULLRICH, « Droit de la concurrence, propriété intellectuelle et accès à l'information technologique », in M. BUYDENS & S. DUSOLIER (eds.), *L'intérêt général et l'accès à l'information en propriété intellectuelle*, Bruylant, 2008, p. 249 et suiv.

¹⁸ *Apis*, § 62-63.

¹⁹ *Ibidem*, § 68.

l'éventuelle protection de la base de données qui les rassemble. Leur extraction et réutilisation par un concurrent peut, en conséquence, constituer un acte illicite si ces éléments constituent une partie substantielle évaluée de manière quantitative ou qualitative²⁰. La protection d'une base de données par le droit *sui generis* est en effet indifférente au caractère protégé ou non des données qui la composent par un droit d'auteur. La collecte de ces actes officiels et leur rassemblement dans une base de données, notamment pourvus d'outils de recherche et d'indexation, peut certainement constituer un investissement substantiel qui ouvrira le bénéfice de la protection. Tout comme la reprise de cet investissement substantiel par un concurrent, préférant puiser à la base de données existantes plutôt que de développer son système d'information juridique de manière indépendante, peut constituer un acte de contrefaçon.

C'est l'effet même du droit *sui generis* de reconstituer un monopole sur des éléments du domaine public, du sim-

ple fait de leur rassemblement en un ensemble, ce que d'aucuns ont suffisamment déploré lors de l'adoption de ce droit dans l'Union européenne.

La seule influence que pourrait avoir le caractère public des données concernées sur cette appréciation réside peut-être dans la directive 2003/98/CE sur la réutilisation des données publiques qui impose aux Etats membres de fournir ces données aux opérateurs qui le désirent à des conditions non discriminatoires et raisonnables, ce qui pourrait à la fois peser sur la détermination de l'investissement effectué, et sur la possibilité pour le concurrent d'obtenir ces données auprès de leur source initiale, sans avoir besoin de les extraire, sans autorisation, des bases de données existantes.

Séverine Dusollier
Chargée de Cours, FUNDP.

²⁰ *Ibidem*, § 69 et 73.